

A.I.R.E.

Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence

Compte-rendu de la Rencontre mensuelle du 11 avril 2018

Ecole Normale Supérieure, 48 bd Jourdan 75014 Paris

Présents :

Marc de Basquiat, Christian Bouvard, Yann Chiffaudel, Loïc Damey, Eric Damgé, Patrick David, Philippe Frémeaux, Laurent Guyot-Sionnest, Pierre Lavagne, Pierre-Louis Marec, Philippe Oger, François-Xavier Oliveau, Léon Régent, Yves Richard, Isabelle Thomas-Chiffaudel.

Absents excusés :

Christine Bernard, Jacques Berthillier, Laudine Grapperon, Bernard Héron, Marie-Christine Lecomte, Catherine de Planard, Christian Rémy, Philippe Riché.

Intervention de Philippe Frémeaux

Journaliste économique et éditorialiste d'Alternatives économiques, Président de l'Institut Veblen, auteur de nombreuses publications :

- *Comprendre l'économie soviétique, 1985*
- *Sortir du piège - la gauche face à la mondialisation, 1999*
- *Petit dictionnaire des mots de la crise, 2009*
- *La nouvelle alternative ? Enquête sur l'économie sociale et solidaire, 2011*
- *Et si on aimait enfin l'école !, 2012*
- *Vingt idées reçues sur les métiers, l'emploi et le travail, 2012*
- *Transition écologique, mode d'emploi, 2014*
- *Produire plus, polluer moins : l'impossible découplage ?, 2014*
- *Réinventer le progrès, 2016*
- *Après Macron, 2018*

Un itinéraire personnel

Philippe Frémeaux indique ne connaître qu'approximativement le sujet du revenu de base. Dans l'équipe Alternatives Economiques, c'est historiquement Denis Clerc qui le suit. Néanmoins, il s'y est particulièrement intéressé lorsque Julien Dourgnon a été embauché par le journal et lorsque celui-ci a rédigé son livre *Revenu universel. Pourquoi ? Comment ?*, aux éditions *Les petits matins*.

Philippe Frémeaux a alors eu l'occasion d'animer quelques conférences sur le sujet. Il a rencontré Jean-Marc Ferry, dont il retient en particulier l'idée qu'il s'agit en fait d'un revenu primaire. Il s'est investi dans le numéro spécial qu'*Alternatives Economiques* a consacré au sujet en juin 2017 : *Revenu universel : comprendre le débat*. Ceci fait suite à l'implication de deux candidats majeurs à l'élection présidentielle, Benoît Hamon et Yannick Jadot.

La raison profonde de son adhésion est la persistance d'un chômage de masse et d'un modèle de protection sociale datant d'après-guerre qui a mal vieilli, fondé sur la promesse du plein-emploi et les assurances sociales. Face à cela, l'alternative classique est entre l'extension d'un chômage involontaire (appelant une réponse keynésienne) ou un workfare (qui confine au travail forcé). Une autre approche voit la solution dans la liberté et l'émancipation, pour ne pas être enfermé dans la pauvreté, l'assistance, l'exclusion et les bas salaires. On en termine avec l'aumône. On donne à tous, même aux plus riches.

Un mérite pas assez mis en avant du revenu universel est la fin du non-recours aux droits. L'idée a cependant du mal à passer, malgré son ancienneté, à cause du lien entre travail et salaire. Les soutiens sont très divers. A l'extrême, un courant néo-libéral défend cette idée comme source d'économie et moyen de simplifier, avec la promotion d'un modèle du chacun pour soi et la perte des solidarités.

Il faut étudier précisément comment un revenu universel se substitue aux mécanismes antérieurs d'intégration sociale, en particulier la famille. Prend-on le risque de déliter la société ? Chacun deviendrait entrepreneur de sa propre vie ? Est-ce un cadeau des élites à la plèbe, une version moderne des jeux du cirque romain ?

Il se pose aussi la question des prestations que le revenu universel remplace, s'il est encore nécessaire de conserver un salaire minimum, des allocations chômage, logement, familiales, etc.

Le revenu de base défini à gauche

C'est d'abord une réponse au chômage de masse et aux promesses passées non tenues, un moyen de faire face aux effets de la révolution numérique et à la transition écologique nécessaire.

Philippe Frémeaux est très réticent sur l'argumentaire évoquant une « fin du travail ». C'est sa conviction d'économiste : on n'en sait rien. Dans ce sens, Benoît Hamon a fait une erreur en axant son discours sur les risques alors qu'il aurait dû mettre en avant les avantages pour les travailleurs : possibilité de refuser les travaux les plus ingrats et les plus mal rémunérés, reconnaissance de la dignité, meilleure autonomie pour tous. C'est une répétition de l'erreur commise lors de l'instauration des 35 heures : il aurait été plus positif de mettre en avant le temps libéré, la lutte pour l'égalité hommes femmes et l'égale répartition des tâches.

La promotion du revenu universel n'est pas pertinente quand il est vu comme un outil de politique sociale, qui serait alors une résignation implicite au chômage de masse. Ceci explique avec d'autres facteurs l'échec de Benoît Hamon. Il vaut mieux réfléchir sur les moyens d'offrir un emploi à tous ceux qui le souhaitent et en ont besoin, par exemple en

lien avec la réduction du temps de travail ou une politique économique adaptée, toujours en respectant la liberté de chacun. C'est le sens de dispositifs de type « territoires zéro chômeurs de longue durée », ou du concept « Etat employeur en dernier ressort ».

Les effets de la transition numérique et écologique sur l'emploi sont difficiles à prédire. Le revenu universel peut favoriser le bénévolat (équivalent à 1,5 millions d'emplois équivalents temps plein), les échanges marchands ou non, la solidarité au sens large. De ce fait, il n'est pas impossible qu'il ait un effet négatif sur le volume de la croissance économique future mesurée par le PIB. Mais comme cet indicateur n'est en aucun cas pertinent pour mesurer le bien-être des populations (gâchis énorme, obsolescence programmée des objets), ce n'est donc pas une objection recevable.

Le revenu universel est défendu à gauche par les classes moyennes intellectuelles. Il peut être vu comme un outil au service d'un mode de vie plus frugal, favorable à une décroissance écologique, où chacun peut effectuer de vrais choix. Il peut aussi être défendu comme un moyen de créer des entreprises de toutes natures. Il s'inscrit dans un courant de pensée socialiste et libéral.

Les objections du travail et du coût

L'argument visant à défendre le travail à tout prix est problématique. La glorification du travail n'a rien de socialiste. L'économie est un moyen, par une fin en soi. Seule devrait compter la condition des travailleurs.

On remarque que beaucoup de salariés acceptent de faire des heures supplémentaires non rémunérées car ils craignent de perdre leur emploi. Le revenu universel renforçant le pouvoir de négociation des travailleurs, notamment les plus précaires, c'est un outil qui par nature contribue à sécuriser les parcours professionnels, et donc à favoriser la croissance économique et l'emploi quand bien même la structure du marché du travail en serait bouleversée.

Chacun peut faire ses choix : entrer sur le marché du travail, vivre chichement ou acquérir un niveau de formation, rendre à la société ce qu'elle vous a apporté. S'enclenche alors une dynamique positive de don / contre-don décrite et analysée par Alain Caillé et le mouvement Convivialiste. Chacun s'insère socialement en développant ses capacités (Sen). L'enjeu est d'égaliser les possibles.

A l'objection relative au financement, Philippe Frémeaux explique la nécessité d'une réforme fiscale. Par exemple, un impôt de 25% au premier euro gagné financerait un revenu universel de 500 euros par mois.

Une mise en place progressive ?

Il faut en passer par une réforme de la fiscalité, qui devrait être individuelle (en abandonnant le quotient familial et le quotient conjugal). La réforme actuelle de l'impôt sur le revenu prélevé « à la source » est une usine à gaz : on met clairement la charrue avant les bœufs. Il aurait fallu simplifier avant.

Le fait que les allocations familiales ne commencent qu'au deuxième enfant est également une anomalie qu'il faut rectifier. La prime au troisième enfant n'a plus beaucoup de sens aujourd'hui. La jonction entre les divers dispositifs, à 18 et 25 ans est une difficulté à analyser.

Philippe Frémeaux reconnaît qu'on est encore dans le flou sur les réponses comportementales à l'instauration d'un revenu universel. Il faudrait y travailler, modéliser par sous-groupes de population. On ne sait pas non plus très bien comment réguler un tel système.

Philippe Frémeaux n'est donc pas hostile au revenu de base, mais il considère que sa mise en œuvre réussie, c'est-à-dire porteuse d'émancipation pour tous les individus, suppose tout un ensemble de politiques dans d'autres domaines, pour rendre notre société plus égalitaire, des politiques qui, si elles étaient réellement mises en œuvre, rendraient paradoxalement moins nécessaire le revenu de base !

* * *

Prochaine réunion mensuelle AIRE :

Le **9 mai de 19h00** à 21h00, nous recevrons **Eléonore Cipriani**, conseillère technique du président de l'Assemblée de Corse, Jean-Guy Talamoni.
Lieu : 48 boulevard Jourdan, Paris 14ème.